

gens sont retournés à quelque emploi productif dans des établissements particuliers qui faisaient plus de recrutement ouvrier. La vérité, c'est que ces gens ne sont pas du tout retournés à un emploi de cette nature; on les a simplement embauchés à des travaux de secours jusqu'au moment où ils pourront se procurer du travail régulier. Et voilà que le Gouvernement utilise ces matériaux comme indiquant un retour décisif à la prospérité.

Le *Citizen* d'Ottawa a publié le titre suivant:

146,900 salariés de plus en 1933. Amélioration évidente depuis le 1er avril, d'après les chiffres du bureau de statistique.

Mais ce ne sont pas des salariés, dans l'opinion des ouvriers ou des patrons. Ce sont en grande partie des employés occupés à des travaux de secours, de sorte que, dans cette mesure, les chiffres sont absolument trompeurs, comme je l'ai dit. Au lieu d'un progrès marqué, en ce qui concerne les emplois, dans le vrai sens du mot, c'est tout le contraire, comme je l'ai indiqué.

Ce sont là les statistiques officielles du Gouvernement, mais si l'on cherche à obtenir du ministère du Travail, ou de quelque autre département, des chiffres relatifs au nombre des chômeurs, on n'y réussit pas. Ces statistiques particulières sont disponibles et envoyées sous cette forme, mais celles qui sont réellement requises pour exposer la véritable situation, n'ont pas été préparées, ou si elles l'ont été, ni le public ni la Chambre des communes ne les ont eues.

Lorsque le Gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, il y avait, selon une déclaration du premier ministre, en septembre 1930, 117,000 chômeurs au Canada. C'est le chiffre le plus élevé que le premier ministre ait osé mentionner. J'imagine qu'il était considérablement moindre à cette époque, mais il nous a donné le chiffre de 117,000 pour montrer le déplorable héritage que lui avait laissé le ministère antérieur. Quelle a été l'estimation officielle du bureau du recensement à la date du 1er juin 1931? Il ne s'agissait plus de 117,000, mais de 392,809. Depuis cette époque, d'autres calculs ont été faits. Je serais loin d'exagérer en disant que les chômeurs sont, à l'heure actuelle, au nombre d'un demi-million. A la session dernière, le ministre du Travail a publié les statistiques relatives au nombre total des citoyens touchant du secours, et au nombre de familles secourues. Ces chiffres indiquent qu'au mois de janvier 1933 le nombre total des hommes, femmes et enfants qui recevaient du secours était de 1,357,562, et celui des chefs de familles, 252,000. Le premier ministre a récemment porté la parole à Winnipeg. Il a dit qu'à la fin d'avril 1933 ceux qui étaient secourus

étaient au nombre de 1,522,000, mais qu'à l'expiration de septembre 1933, ce nombre serait d'un million, ou moins. Il a cité des chiffres additionnels sur le littoral du Pacifique, en déclarant que le ministère actuel avait affecté, depuis son arrivée au pouvoir, \$131,462,000 aux allocations de chômage au cours de la période de marasme.

Le très hon. M. BENNETT: Y compris de nouvelles avances aux provinces.

Le très hon. MACKENZIE KING: De nouvelles avances aux provinces, oui. J'oserai dire que ces chiffres et autres que je pourrais citer d'après des indices d'engagements, et ainsi de suite, peuvent servir de base de calcul, et montrer qu'actuellement le nombre des chômeurs est au moins de 500,000. En un mot,—et je mentionne ces statistiques au sujet de ce que l'on nous dit être les raisons de nous féliciter d'une amélioration de la situation du chômage,—il y a aujourd'hui 500,000 sans-travail, un million ou plus d'habitants qui touchent du secours, et, avant que le premier ministre parlât dans l'Ouest, le Gouvernement avait dépensé \$131,462,000, soit un impôt additionnel, pour le soulagement du chômage en ce pays. A la lumière de ces chiffres, comment peut-on accepter la déclaration contenue dans le discours du trône, disant que nous devons nous féliciter de la diminution du nombre des chômeurs, et surtout que le Canada se trouve au nombre des nations dont le retour à une prospérité permanente est manifeste? Si le public acceptait cette déclaration, c'est qu'il comprendrait bien mal ce que signifient réellement ces chiffres.

Voyons le montant qui a été dépensé pour les secours aux chômeurs depuis que les dirigeants actuels sont à la tête des affaires du pays. Il équivaut à la somme déboursée pour l'administration du Canada durant la dernière année du régime de sir Wilfrid Laurier. Il dépasse la dette brute du gouvernement fédéral durant l'année financière de 1872-1873. Il serait exorbitant qu'en dépit de toute cette dépense de deniers publics affectés aux fins de secours, et le reste, les chômeurs n'eussent pas trouvé quelque emploi, mais invoquer le regain d'activité obtenu de cette façon comme un signe de prospérité, ou une "amélioration de la situation", dans le sens que le public donne généralement à ce mot, voilà qui est absolument faux.

Si nous obtenions les statistiques des diverses municipalités, nous constaterions, je crois, que la situation, loin de s'améliorer l'an dernier, est bien pire. Laissez-moi citer les statistiques relatives à Ottawa, que l'on peut plus facilement vérifier. Je les ai obtenues du bu-